

**CONVENTION D'OPERATION n°XXX**  
**Epfl du Dauphiné | Grenoble-Alpes Métropole | Echirolles**  
Opération dans le cadre d'un portage ciblé « Le Carrare »

Entre les Soussignés :

L'établissement public foncier local du Dauphiné, représenté par son directeur en exercice, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du XXX XXXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « epfl du Dauphiné »

D'une part,

Grenoble-Alpes Métropole, collectivité garante, représentée par son Président en exercice, Monsieur Christophe FERRARI agissant en vertu d'une délibération n°XXXX, en date du XX XXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « collectivité garante »

et

La Commune d'Echirolles, représentée par son Maire en exercice, Madame Amandine DEMORE, agissant en vertu d'une délibération n°XXX, en date du XX XXXX, déposée en préfecture le XXX,

Ci-après dénommé « Commune d'Echirolles »

D'autre part,

Sommaire

TITRE I. PREAMBULE ..... 3

TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL..... 3

Article 1. Contexte général et objet de la convention ..... 3

Article 2. Etudes préalables ..... 4

Article 3. Dispositions concernant la communication des parties ..... 4

Article 4. Durée et terme de la convention..... 4

TITRE III.L’OPERATION..... 5

Article 5. Enjeux et programme de l’opération ..... 5

Article 6. Périmètre d’intervention ..... 5

Article 7. Organisation des acquisitions ..... 5

Calendrier des acquisitions ..... 5

Modalités d’acquisition..... 6

Article 8. Requalification foncière et immobilière ..... 7

Article 9. Modalités de gestion transitoire..... 7

TITRE IV.CESSIONS des biens immobiliers..... 7

Article 10. Modalités de cession..... 7

Article 11. Bilan d’opération..... 8

Article 12. Minoration foncière ..... 9

TITRE V. AUTRES MODALITES..... 9

Article 13. Suivi de l’opération..... 9

Article 14. Résiliation anticipée ..... 9

Modalités de résiliation..... 9

Effets de la résiliation..... 9

Article 15. Litiges.....10

TITRE VI.ANNEXES.....10

## TITRE I. PREAMBULE

---

L'epfl du Dauphiné est un établissement public local foncier à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

Conformément à l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres, collectivités adhérentes, des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code précité.

L'action de l'epfl s'inscrit dans le cadre de son 5ème programme pluriannuel d'intervention (PPI), validé le 10 février 2022.

Grenoble Alpes Métropole, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, met en place une étude pré-opérationnelle sur la copropriété Le Carrare, à Echirolles, dans l'objectif de disposer en fin 2024 des éléments nécessaires à un arbitrage sur le devenir de la copropriété, qu'il s'agisse d'une opération de redressement qui s'inscrirait dans le cadre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat copropriété dégradée (OPAH-CD) ou d'une opération de recyclage qui se traduirait par la nécessité de disposer de la maîtrise foncière minima de la partie logement de la copropriété et s'appuierait alors nécessairement sur une déclaration d'utilité publique (DUP).

À ce titre, Grenoble-Alpes Métropole, en partenariat avec la commune d'Echirolles, a sollicité l'EPFL du Dauphiné afin d'engager la maîtrise foncière et le portage de lots ciblés au sein de la copropriété, dans l'attente de la définition du scénario retenu. Les critères de ciblage des lots à acquérir dans cette première phase d'intervention correspondent aux biens de propriétaires en situation d'endettement vis-à-vis de la copropriété, mais également à la prévention de l'entrée dans la copropriété d'acquéreurs privés repérés comme malveillants ou soupçonnés d'activités en lien avec le trafic de stupéfiants. La liste de ces propriétaires a été identifiée par les services de Grenoble-Alpes Métropole, sur la base du diagnostic flash réalisé par Soliha Drôme, sur la période de juillet à décembre 2023.

La commune d'Echirolles a émis un avis favorable à l'intervention de l'epfl du Dauphiné sur le territoire communal.

Les parties entendent définir les modalités d'intervention des parties à la convention, et instaurer une relation de coopération afin de réaliser leurs missions de service public. C'est sur la base de cette coopération horizontale que les parties décident de conclure la présente convention opérationnelle.

**Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :**

## TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL

---

### Article 1. Contexte général et objet de la convention

Le projet, objet de la présente convention, concerne une opération de portage ciblé au sein de la copropriété « le Carrare » située au 13 avenue du 8 mai 1945, en centre-ville la commune d'Echirolles.

Convention d'opération n°XXX « XXX- Le Carrare »

La présente convention opérationnelle a pour objet de déterminer les modalités de collaboration publique entre l'epfl du Dauphiné et les collectivités partenaires du projet pour la réalisation de leurs missions respectives de service public, sachant que :

- le pilotage du projet Carrare est assuré par la Ville d'Echirolles qui a mis en place un chef de projet garantissant la coordination des acteurs ;
- le pilotage du volet habitat de ce projet est assuré par la Métropole.

L'epfl du Dauphiné est ainsi chargé d'acquérir, d'effectuer des travaux de proto-aménagement, et de gérer les biens immobiliers identifiés dans les articles suivants, pour les céder à un tiers ou à la collectivité garante, dans les conditions fixées par la présente convention.

## **Article 2. Etudes préalables**

Juillet / décembre 2023 : diagnostic flash Anah/Soliha Drôme

Janvier/juin 2024 : mission d'accompagnement transitoire GAM / Soliha Drôme

## **Article 3. Dispositions concernant la communication des parties**

Par la présente convention, l'epfl du Dauphiné intervient pour le compte de Grenoble Alpes Métropole en amont des opérations prévues par celle-ci, afin de constituer des réserves foncières, de requalifier le foncier, de faciliter la mise en œuvre du projet.

L'epfl du Dauphiné s'engage, dans la communication relative aux opérations qu'il mène, à rappeler qu'il intervient pour le compte de collectivité garante, par exemple sur les panneaux de chantier, ainsi que la participation financière de celle-ci.

De même, lorsque la collectivité garante mènera à bien son projet sur un tènement ayant bénéficié de l'intervention de l'epfl du Dauphiné, la communication alors mise en place devra rappeler l'intervention de l'établissement et faire apparaître le montant de sa participation financière.

Par ailleurs, dans le cadre de leur partenariat, les parties s'engagent mutuellement à associer l'ensemble des cosignataires de la présente convention à toute manifestation ou évènement lié au projet commun.

## **Article 4. Durée et terme de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, à compter de la date à laquelle elle est rendue dûment exécutoire, après signatures des parties. La présente convention, s'achève au terme de la durée précitée, soit au plus tard le xx/xx/2027, ou par anticipation en cas de cession des biens telle que précisée à l'Article lié à la résiliation anticipée ci-après.

Cette durée peut être prorogée par voie d'avenant.

Pendant toute la durée de la convention, l'epfl du Dauphiné assure le portage des biens acquis ainsi que le financement des dépenses opérationnelles réalisées dans le cadre de la requalification foncière.

## **Article 5. Avenant**

A l'issue des 3 ans, ou de manière anticipée, la présente convention fera l'objet d'un avenant pour intégrer le projet finalement retenu par les collectivités (redressement ou recyclage avec la mise en œuvre d'une DUP). Si aucun projet n'était finalement retenu par la collectivité garante, cette

dernière s'engage à racheter l'ensemble des biens acquis à l'epfl du [ ]  
remise en vente de ces biens au cours de l'année 2028.

## TITRE III. L'OPERATION

### Article 6. Enjeux et programme de l'opération

Sur sollicitation de la ville d'Echirolles, un diagnostic flash a été confié par l'Agence Nationale pour l'Habitat au bureau d'études spécialisé Soliha Drôme en 2023. Un dispositif d'accompagnement transitoire des acteurs de la copropriété a été mis en place en janvier 2024 par la Métropole, dans l'attente du lancement d'une étude pré-opérationnelle d'OPAH-CD qui permettra aux collectivités d'arbitrer le devenir de la copropriété, entre redressement ou recyclage.

Quel que soit l'arbitrage encore à venir, compte tenu des délais de mise en œuvre des dispositifs opérationnels, il est nécessaire 1/ de préserver les moyens de fonctionnement de la copropriété en tant que telle, en mettant en œuvre un dispositif de portage permettant de se substituer aux copropriétaires en impayés de charges 2/ de prévenir l'entrée dans la copropriété de propriétaires susceptibles d'être en lien avec un trafic de stupéfiants qui gangrène l'immeuble.

Les arbitrages à venir permettront de définir les suites à donner à la présente convention d'opération, d'identifier l'opérateur susceptible de conduire les travaux de réhabilitation, de préciser les modalités de financement de l'opérateur de portage au titre des travaux, ainsi que la possibilité d'un financement Anah au titre du portage immobilier.

### Article 7. Périmètre d'intervention

Le périmètre de l'opération concerne au maximum 20 lots de copropriété, au sein d'une copropriété cadastrée section AV n°194 sise 13 avenue du 8 mai 1945 à Echirolles et plus précisément les biens et droits immobiliers ci-après-désignés :

- 18 lots d'appartements type T1
- 2 lots de parking

Des priorités en matière d'acquisition amiable sont établies à titre prévisionnel sur les lots numérotés 38, 62, 76, 103, 102, 53 et 55.

L'enveloppe prévisionnelle des dépenses en matière d'acquisition est estimée à environ 605 K€ HT+ 15 K€ TTC de charges de fonctionnement annuelles (copropriété, TFPB).

Le périmètre est détaillé en annexe 1.

### Article 8. Organisation des acquisitions

Aucune acquisition ne pourrait être effectuée par l'epfl du Dauphiné avant que la présente convention soit exécutoire, à l'exception d'acquisitions menées préalablement soit au titre d'une précédente convention à laquelle la présente fait suite ou soit au titre d'une préemption.

#### Calendrier des acquisitions

L'acquisition des biens est prévue sur une durée de 3 ans, à compter de la signature de la présente convention.

## Modalités d'acquisition

Dans le cadre des acquisitions, l'epfl du Dauphiné s'engage à respecter les textes en vigueur en matière de consultation préalable des services de l'Etat (pôle d'évaluation de la DDFIP 38, ex France Domaines). Seul l'epfl est habilité à saisir les services concernés.

Par principe, l'epfl acquiert des biens libérés de toute occupation.

Par exception, l'epfl peut acquérir des biens faisant l'objet d'une occupation à usage d'habitation, commercial ou professionnel. Dans ce cas, les parties prévoient de se rencontrer pour déterminer leurs responsabilités respectives en matière de transfert provisoire ou définitif ou d'éviction des occupants.

Les modalités d'acquisition des lots par l'epfl du Dauphiné seront définies par les critères suivants :

1. Acquisitions amiables

⇒ Propriétaire endetté vis-à-vis de la copropriété.

A l'aune du programme d'acquisitions susmentionné, l'epfl du Dauphiné s'engage à mener un processus de négociations amiables le plus rapidement possible à compter de la date exécutoire de la présente convention en tenant compte des priorités définies avec la collectivité garante.

Dans ce cas, l'epfl du Dauphiné procède aux négociations avec les propriétaires et le cas échéant, avec les professionnels concernés, en vue notamment de la mise au point des promesses de vente et des actes de toutes natures, nécessaires à la réalisation des acquisitions amiables.

L'epfl informera la collectivité garante de l'avancée des négociations au moins une fois tous les 6 mois et sollicitera par courrier la validation de toute acquisition préalablement à la signature d'une promesse.

2 Exercice du droit de préemption, du droit de priorité et mise en demeure d'acquérir

⇒ Défaut d'enchérisseur sur adjudication judiciaire

⇒ Prévention de l'entrée dans la copropriété d'acquéreurs en lien avec le trafic de stupéfiants.

Sur la base de ces critères la liste des biens à acquérir en priorité porte sur les lots numérotés 38, 62, 76, 103, 102, 53 et 55. Les autres biens à acquérir seront signalés par les services de Grenoble-Alpes Métropole par écrit (mail ou courrier) sur justification à l'epfl du Dauphiné et dans la limite de 20 biens.

En sa qualité d'établissement public, l'epfl du Dauphiné peut exercer des prérogatives de puissance publique pour acquérir des biens immobiliers.

Pour la bonne exécution de la présente convention, la collectivité compétente s'engage à transmettre à l'epfl du Dauphiné toute décision de délégation du droit de préemption, qu'elle soit à portée générale à l'intérieur du périmètre ou prise au cas par cas en application de l'article L213-3 et L240-1 du code de l'urbanisme.

Ces délégations peuvent intervenir en début de l'exécution de la présente convention ou en cours d'exécution.

Dans tous les cas, la procédure de substitution de l'epfl du Dauphiné à la collectivité dans ses droits et / ou ses obligations est la suivante :

- Lors de la réception, d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) ou d'une mise en demeure d'acquérir relative à des biens immobiliers inclus dans le périmètre

d'intervention défini dans la présente convention, la collectivité du Dauphiné, par écrit, une invitation à acquérir motivée (motifs de droit et de fait).

- A compter de la réception de l'invitation à acquérir, l'epfl dispose de quinze jours pour accepter ou refuser la demande de la collectivité. Le rejet de la demande de la collectivité sera écrit et motivé.
- En cas d'acceptation, la collectivité s'engage à transmettre à l'epfl l'arrêté subséquent dans les meilleurs délais.

## **Article 9. Requalification foncière et immobilière**

Conformément à l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné est compétent pour réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, au sens de l'article L. 300-1 du même code. L'epfl du Dauphiné assure la passation des marchés publics de travaux en ses qualités de maître de l'ouvrage et de pouvoir adjudicateur, conformément au code des marchés publics.

### **- Travaux de mise en sécurité du site et des biens**

L'epfl du Dauphiné pourra procéder de sa propre initiative, sans que la collectivité garante, puissent s'y opposer, à tous travaux qu'il estimera nécessaires pour en assurer la sécurisation du site et des biens acquis. Cette sécurisation visera la protection des personnes habilitées à pénétrer dans le site, la prévention des dommages aux tiers extérieurs, la lutte contre les intrusions illicites.

De plus, l'epfl du Dauphiné se réserve le droit d'effectuer tous travaux qu'il estime nécessaires en sa qualité de propriétaire responsable.

L'epfl informera la collectivité garante par courrier de tous travaux qu'il sera amené à réaliser.

## **Article 10. Modalités de gestion transitoire**

Les lots de logements ne feront l'objet d'aucune occupation et seront portés vacants.

L'epfl du Dauphiné s'engage à assumer toutes les responsabilités et charges de propriétaire durant la période de portage dont la participation aux assemblées générales de copropriété et le vote des travaux permettant l'amélioration de la copropriété.

En cas d'occupation(s) illicite(s), l'epfl du Dauphiné informera la collectivité garante et la commune d'Echirolles des démarches engagées. Dans l'hypothèse où des logements acquis s'avèreraient occupés avec un titre d'occupation, la collectivité garante recherchera les modalités de relogement (cf article 7) des occupants. Dans l'attente, l'epfl assurera le rôle de propriétaire-bailleur.

## **TITRE IV. CESSIONS DES BIENS IMMOBILIERS**

### **Article 11. Modalités de cession**

Les parties s'engagent à respecter les règles de transparence en matière de cession des biens et à se conformer aux dispositions légales en vigueur.

En application de la présente convention, l'epfl s'engage à céder les biens immobiliers acquis pour le compte de collectivité garante, au fur et à mesure des besoins de la réalisation du projet.



Les parties s'engagent à privilégier une cession directe à un ou des tiers dès lors que le projet est conforme aux intentions de la collectivité garante selon les modalités suivantes :

- Cession à l'un des signataires de la convention opérationnelle

La cession des biens détenus par l'epfl pourra se réaliser au profit de l'un des signataires de la convention opérationnelle, dès lors qu'il répond aux enjeux et intentions du projet souhaité par la collectivité garante.

Si ces biens n'ont pu être cédés à l'opérateur tel que prévu ci-dessus, la collectivité garante a vocation à devenir propriétaire des biens acquis par l'epfl pour son compte et s'engage sans réserve à racheter lesdits biens avant le terme de la présente convention.

- Cession directe à un ou des tiers

La cession peut intervenir auprès d'un ou de tiers désigné(s) par la collectivité garante et après accord des parties cosignataires de la convention.

En cas d'appel à projet, l'epfl du Dauphiné pourra apporter son concours à l'organisation d'un ou de plusieurs appels à projet afin de faire émerger, sur une assiette foncière définie, un projet et permettre à terme une cession directe par l'epfl dudit terrain au porteur du projet lauréat.

Si ces biens n'ont pu être cédés préalablement à des opérateurs tel que prévu ci-dessus, la collectivité garante a vocation à devenir propriétaire des biens acquis par l'epfl du Dauphiné pour son compte et s'engage sans réserve à racheter lesdits biens avant le terme de la présente convention.

- Cession à collectivité garante

La cession peut également intervenir directement auprès de la collectivité garante dès lors qu'elle en fait la demande écrite.

La collectivité garante reste responsable des engagements qu'elle a souscrits et devra effectuer le rachat des biens si leur cession n'a pu être réalisée pendant la durée de la convention.

## **Article 12. Bilan d'opération**

Le bilan de cession des biens portés par l'epfl du Dauphiné sera établi à la date de cession, sur la base de l'ensemble des dépenses et recettes liées à l'opération. Il comprend notamment les dépenses suivantes :

- Prix d'acquisition,
- Coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, opérateur foncier, géomètre, contentieux, etc.),
- Coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...),
- Coûts particuliers de surveillance et de protection,
- Coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien),
- Frais financiers liés au financement dédié, le cas échéant.

La cession sera soumise à l'avis du pôle évaluations de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère.

En cas de proposition d'acquisition à un prix inférieur au bilan de cession, le bénéficiaire de la cession devra justifier son offre par la production d'un bilan d'opération détaillé avant la décision de cession par l'epfl du Dauphiné.



## Article 13. Minoration foncière

S'il est constaté que le prix de cession, en référence à la valeur marché du bien, est inférieur au prix de revient, l'epfl pourra participer financièrement à la prise en charge du déficit foncier.

La minoration consentie par le Conseil d'Administration de l'epfl lors de la cession d'un bien immobilier à un porteur de projet doit nécessairement être financée en majeure partie par la collectivité garante qui verse sa quote-part de participation soit à l'EPFL, soit directement au porteur de projet. Ainsi, l'epfl pourra participer financièrement à une hauteur maximum de 49% du déficit foncier constaté dans la limite d'un pourcentage du prix de revient : entre 10 et 15% selon le projet à réaliser.

Pour les opérations multiproduits, la minoration sera déterminée au prorata du prix de revient des surfaces des projets éligibles.

## TITRE V. AUTRES MODALITES

### Article 14. Suivi de l'opération

Les parties conviennent, par le biais d'un Comité de Pilotage constitué de représentants de chacune d'elles, de se réunir au moins une fois par an afin de dresser le bilan et l'état d'avancement de la coopération, qui fera par ailleurs l'objet d'un point à l'ordre du jour du comité de pilotage élargi CARRARE piloté par la Ville, afin de réévaluer les conditions de la poursuite de la coopération, le cas échéant.

### Article 15. Résiliation anticipée

#### Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle peut également être résiliée pour un motif légitime par l'une des parties, moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Il est dès à présent convenu que la modification de la destination des biens prévus à l'Article 6 de la présente convention rendant l'intervention de l'epfl non conforme avec ses compétences légales et statutaires, est un motif légitime de dénonciation à l'initiative de l'epfl du Dauphiné.

#### Effets de la résiliation

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des missions effectuées par l'epfl. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'epfl s'engage à remettre à la collectivité garante l'ensemble des pièces du dossier issu l'inventaire dressé à cette occasion.

La collectivité garante est tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'epfl du Dauphiné dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention.

La résiliation emporte de plein droit :

- Résiliation à l'initiative de la Commune sur le territoire de laquelle l'opération est portée :

Remboursement, dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention, des dépenses et frais acquittés par l'epfl par la Commune

- Résiliation à l'initiative de la collectivité garante ou de l'epfl :

Cession des biens à collectivité garante dans un délai maximal de 6 mois. Un bilan de portage (dépenses-recettes) sera transmis sous un délai d'1 mois à la collectivité garante

## Article 16. Litiges

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, si aucun accord ne peut être trouvé, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble, à l'initiative de la partie diligente, suivant la production à l'autre partie d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de 30 jours ouvrés (le cachet de la poste figurant sur l'accusé de réception, faisant foi).

## TITRE VI. ANNEXES

---

- Plan cadastral
- Bilan prévisionnel d'opération (à titre informatif)

Ces annexes ont une valeur informative.

### Fait en 3 exemplaires

#### A Grenoble, le

Pour la Commune d'Echirolles

Pour Grenoble-Alpes Métropole

Pour l'epfl du Dauphiné

La Maire

Madame Amandine DEMORE

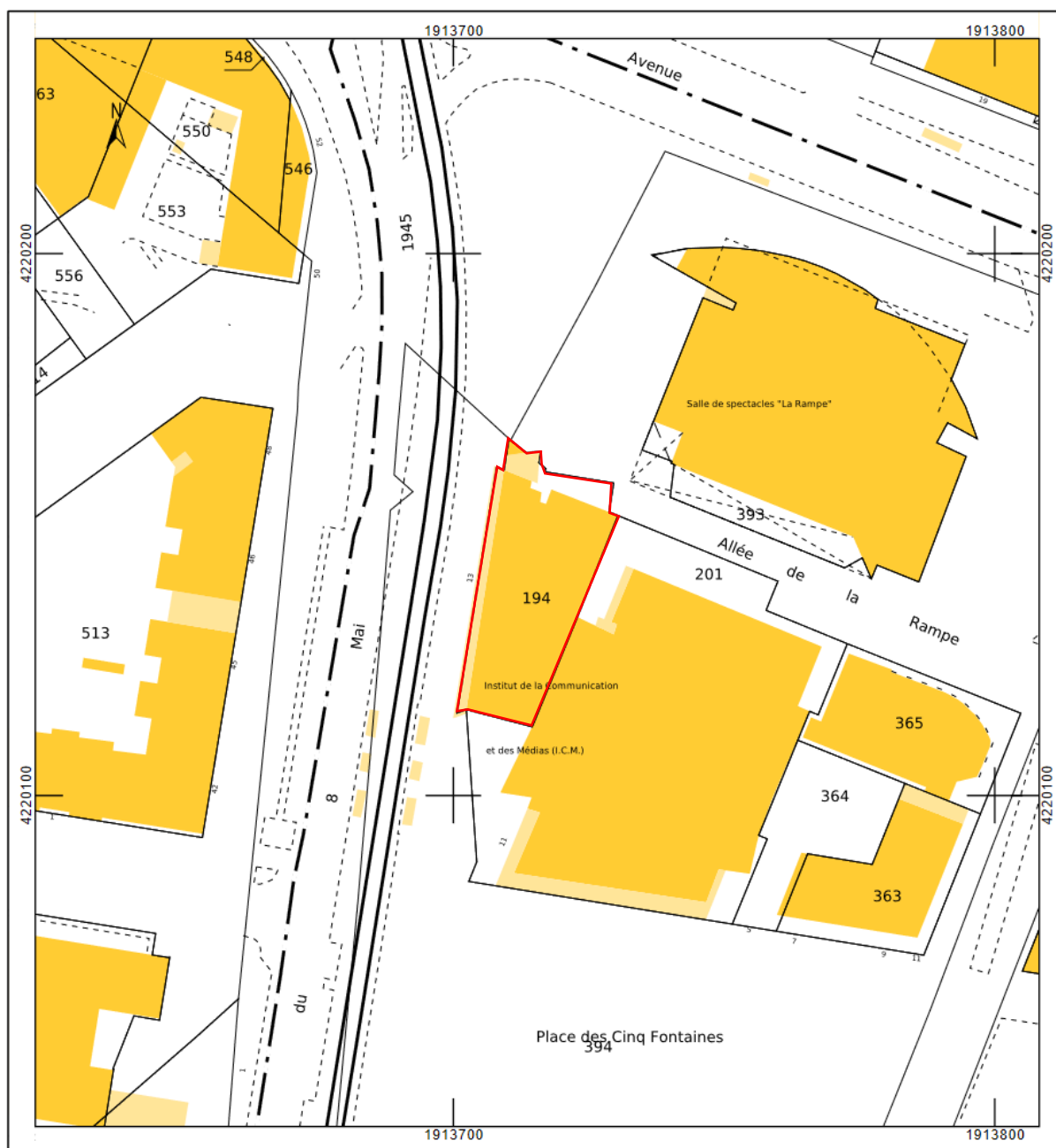
Le Président

Monsieur Christophe FERRARI

Le Directeur

Monsieur Vincent REMY

## Annexe 1 : Périmètre de l'opération



Annexe 2 : Bilan prévisionnel de l'opération

type logt	n° APPART	étage	N° lot	tantièmes / 10000	DETTE fev 2024	acquisition (estimation 1 600 € m²)	frais notaire 3%	estimation charges annuelles (+23 % par rapport 2022)	estimation TFPB (équivalent loyer base 8€/m²)	Total coût portage
T1	14	1er	38	80	3 798 €	32 000 €	960 €	557 €	160 €	33 677 €
T1	38	3e	62	77	3 114 €	32 000 €	960 €	536 €	160 €	33 656 €
T1	52	3e	76	80		32 000 €	960 €	557 €	160 €	33 677 €
T1	79	5e	103	66	2 767 €	32 000 €	960 €	460 €	160 €	33 580 €
T1	78	5e	102	66		32 000 €	960 €	460 €	160 €	33 580 €
T1	71	4e	95	102	2 014 €	32 000 €	960 €	710 €	160 €	33 830 €
T1	29	2e	53	83	2 351 €	32 000 €	960 €	578 €	160 €	33 698 €
T1	31	2e	55	83	2 411 €	32 000 €	960 €	578 €	160 €	33 698 €
T1	53	3e	77	83	1 104 €	32 000 €	960 €	578 €	160 €	33 698 €
T1	85	4e	85	80		32 000 €	960 €	557 €	160 €	33 677 €
T1	87	4e	87	83		32 000 €	960 €	578 €	160 €	33 698 €
parking		-1	8	10		5 000 €	150 €	70 €	160 €	5 380 €
parking		-1	3	11	1 269 €	5 000 €	150 €	77 €	160 €	5 387 €
T1	3	1er	27	77	970 €	32 000 €	960 €	536 €	160 €	33 656 €
T1	30	2e	54	83		32 000 €	960 €	578 €	160 €	33 698 €
T1	46	3e	70	80		32 000 €	960 €	557 €	50 €	33 567 €
T1	59	4e	83	83		32 000 €	960 €	578 €	50 €	33 588 €
T1	20	2e	44	77	853 €	32 000 €	960 €	536 €	160 €	33 656 €
T1				78		32 000 €	960 €	543 €	160 €	33 663 €
T1				78		32 000 €	960 €	543 €	160 €	33 663 €
TOTAL						586 000 €	17 580 €	10 168 €	2 980 €	616 728 €